



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

requérant,

et

Société canadienne des postes,

employeur,

et

Association canadienne des maîtres de poste et
adjoints,

agent négociateur accrédité,

et

Association des officiers des postes du Canada,

intervenante.

Dossier du Conseil : 27915-C

Référence neutre : 2011 CCRI 607

Le 28 septembre 2011

Le Conseil se composait de M^e Elizabeth MacPherson, Présidente, ainsi que de
MM Patrick J. Heinke et Norman Rivard, Membres.

Procureurs inscrits au dossier

M^e Gaston Nadeau, pour le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes;

M^e Mary J. Gleason, pour la Société canadienne des postes;

M^e Sean T. McGee, pour l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints;

M^e George Rontiris, pour l'Association des officiers des postes du Canada.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M^e Elizabeth MacPherson, Présidente.

I – Nature de la demande

[1] Le 21 janvier 2010, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (le STTP ou le requérant) a présenté une demande au Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) en vertu de l'article 18.1 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le Code). Cette demande a été examinée par un banc du Conseil composé de M^e Elizabeth MacPherson, Présidente, ainsi que de MM. Patrick J. Heinke et Norman Rivard, Membres.

[2] Le requérant demande au Conseil de réviser la structure des unités de négociation à la Société canadienne des postes (la SCP ou l'employeur). L'objectif du STTP dans le cadre de cette demande de révision est de créer une seule unité de négociation composée de l'unité de négociation de l'exploitation urbaine qu'elle représente actuellement, de l'unité de négociation des services ruraux et suburbains qu'elle représente également et des employés des bureaux de poste ruraux actuellement représentés par l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (l'ACMPA). L'Association des officiers des postes du Canada (l'AOPC), qui représente une unité de négociation pouvant être touchée par la révision de la structure des unités de négociation, a obtenu la qualité d'intervenante dans la présente affaire.

[3] Dans une décision rendue le 16 mai 2011, *Société canadienne des postes*, 2011 CCRI LD 2558, le Conseil a rejeté une requête présentée par la SCP dans laquelle elle sollicitait le rejet de la demande au motif qu'elle était prématurée. Dans cette décision, le Conseil a indiqué qu'il statuerait sur le bien-fondé de la demande, en commençant par l'analyse quant à la question préliminaire de

savoir si les unités de négociation existantes ne sont plus habiles à négocier collectivement. Le Conseil a donné du temps aux parties pour qu'elles puissent présenter leurs observations écrites supplémentaires sur cette question. L'étape de la présentation des observations supplémentaires a pris fin lorsque le Conseil a reçu la réplique du STTP aux observations le 21 juillet 2011. Ayant examiné les observations initiales et supplémentaires des parties, le Conseil est convaincu qu'il peut trancher la présente affaire en s'appuyant sur les documents versés au dossier et exerce par conséquent son pouvoir discrétionnaire, en vertu de l'article 16.1 du *Code*, de ne pas tenir d'audience.

II – Contexte

[4] La dernière révision exhaustive de la structure des unités de négociation à la SCP s'est tenue pendant une période de neuf ans, soit de 1985 à 1994. La structure des unités de négociation qui existait lorsque la SCP a été créée en 1981 était un vestige de l'époque où le service postal était un ministère du gouvernement fédéral et était assujéti à la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. À cette époque, les unités de négociation au sein de la fonction publique étaient généralement structurées en fonction des catégories d'emploi. Lors des procédures tenues entre 1985 et 1994, le prédécesseur du Conseil, le Conseil canadien des relations du travail (le CCRT), a fusionné les 26 unités de négociation à la SCP en quatre unités jugées habiles à négocier collectivement (voir *Société canadienne des postes* (1988), 73 di 66; et 19 CLRBR (NS) 129 (CCRT n° 675) (*SCP 675*). Par exemple, les facteurs et les employés internes des postes, qui faisaient auparavant partie d'unités de négociation distinctes représentés par des agents négociateurs différents, ont été fusionnés dans une seule unité de l'exploitation comprenant également les mécaniciens et le personnel d'entretien auparavant représentés par l'Alliance de la Fonction publique du Canada (l'AFPC) et la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE). Après la tenue d'un scrutin de représentation, le STTP a été accrédité pour représenter cette unité de négociation (voir l'ordonnance provisoire n° 5337-U, rendue le 30 janvier 1989 et modifiée le 11 janvier 1990, et l'ordonnance définitive n° 6586-U, rendue le 8 décembre 1994). Cette unité est maintenant communément appelée « l'unité de négociation de l'exploitation urbaine ».

[5] En 2003, au cours des négociations collectives portant sur l'unité de négociation de l'exploitation urbaine, l'employeur a volontairement reconnu le STTP à titre d'agent négociateur d'une unité distincte de factrices et facteurs ruraux et suburbains (les FFRS), lesquels étaient, jusqu'à cette date, classifiés en tant qu'entrepreneurs de route rurale et exclus des négociations collectives aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*. À cette époque, les parties étaient d'accord qu'une unité de négociation composée uniquement des entrepreneurs de route rurale et de services suburbains (maintenant appelés les FFRS) était habile à négocier collectivement et qu'une unité de négociation englobant ces employés et d'autres employés de la SCP n'était pas habile à négocier collectivement. Une convention collective distincte et de longue durée a ensuite été conclue pour l'unité de négociation des FFRS. Le Conseil a reconnu le STTP à titre d'agent négociateur de cette unité dans une ordonnance d'accréditation (n° 9559-U) rendue le 21 octobre 2008.

[6] Dans sa demande, le STTP sollicite la fusion des deux unités pour lesquelles il a été accrédité et demande aussi que l'unité de négociation composée du personnel des bureaux de poste ruraux, actuellement représentée par l'ACMPA, soit intégrée dans l'unité de négociation. Le STTP fait valoir que certains employés superviseurs actuellement représentés par l'ACMPA pourraient être inclus dans l'unité de négociation des employés superviseurs représentée par l'AOPC.

III – Position des parties

A – Le STTP

[7] Le STTP fait valoir que la structure actuelle des unités de négociation répartie les employés de l'exploitation dont le travail est identique dans trois unités distinctes. Il soutient que la raison de cette répartition, fondée sur une distinction entre le service urbain et le service rural, est artificielle et a fait en sorte que les conditions de travail des employés des unités de négociation du service rural sont moins bonnes que celles des employés de l'unité de l'exploitation urbaine.

[8] Le STTP fait valoir que la structure actuelle ne permet pas aux employés, particulièrement ceux des unités du service rural, de faire face aux changements technologiques importants que la SCP est en train d'effectuer. De plus, le STTP soutient que la présente division des compétences a fait l'objet

de différends entre les diverses unités de négociation dans le passé et que ces différends s'intensifieront dans le futur.

[9] Le STTP explique que les employés de l'unité de négociation de l'exploitation urbaine sont responsables de la levée, du transport, du traitement, du tri et de la livraison du courrier. D'autres employés de cette unité sont responsables de l'entretien des immeubles, de l'équipement et des véhicules ou travaillent dans le réseau de vente au détail de la SCP. Les facteurs ruraux et suburbains s'occupent de la levée, du tri et de la livraison du courrier. Le STTP soutient que le travail effectué par les facteurs ruraux et suburbains est exactement le même que le travail effectué par les facteurs urbains. Les employés des bureaux de poste ruraux s'occupent de la levée, du traitement et du tri du courrier et exercent des activités liées à la vente au détail dans les bureaux de poste ruraux; ces tâches sont, selon le STTP, les mêmes que celles effectuées par les employés des bureaux de poste urbains.

[10] Le STTP soutient que l'existence de trois unités de négociation pour les employés de l'exploitation crée une anomalie. Il fait valoir qu'un des principes de base dans la détermination d'une unité de négociation est que les employés qui font le même travail devraient être regroupés dans une seule unité de négociation. Il soutient qu'avec l'avènement de la technologie, la similitude des tâches des employés affectés aux activités internes, qu'elles soient urbaines ou rurales, est de plus en plus frappante. Certes, le STTP reconnaît que la plupart des facteurs urbains livrent le courrier à pied tandis que les facteurs ruraux et suburbains utilisent un véhicule, mais il fait valoir qu'il n'y a aucune différence entre les tâches et les responsabilités des facteurs urbains, suburbains et ruraux et qu'ils utilisent tous les mêmes méthodes de travail et se conforment aux mêmes règles et directives. Le STTP fait valoir que toute différence actuelle perdra sa pertinence lorsque, en raison des changements technologiques, la majorité des facteurs urbains feront la transition et livreront leur courrier en utilisant des véhicules plutôt que de le faire à pied. Par conséquent, le STTP soutient que l'existence continue d'unités distinctes ne peut s'expliquer ou se justifier en fonction des caractéristiques du travail ou des tâches effectués par les employés.

[11] Le STTP soutient que la distinction entre les activités urbaines et rurales est artificielle et dépassée et que la différence entre les régions urbaines et rurales est devenue floue. Il souligne qu'au

moment de la dernière révision de la structure des unités de négociation, les entrepreneurs de route rurale et de services suburbains n'étaient pas assujettis au *Code* et leur situation n'a donc pas été examinée dans l'analyse du CCRT, qui a confirmé la distinction entre le service urbain et le service rural. Le STTP suggère que la reconnaissance volontaire par la SCP des FFRS en 2003 était fondée sur ce cadre préétabli, mais que d'importants changements se sont produits depuis que le CCRT a rendu sa décision en 1988. Plus particulièrement, le STTP souligne l'urbanisation des régions rurales. Il fournit des exemples de régions auparavant considérées comme rurales qui sont aujourd'hui des banlieues de grands centres urbains ou des régions métropolitaines de taille moyenne.

[12] Le STTP fait valoir que l'ambiguïté entourant la question de déterminer ce qui constitue une région rurale a entraîné une incertitude à l'égard des limites des compétences des agents négociateurs respectifs. Il soutient que, même depuis que le CCRT a rendu sa décision, il a parfois été difficile d'établir une démarcation entre les activités urbaines et les activités rurales et que cette situation a entraîné des conflits dans le traitement de telles questions comme l'application de la partie II du *Code* (Santé et sécurité au travail). Compte tenu de la croissance démographique et des changements économiques et sociaux, le STTP soutient qu'il est difficile de maintenir une distinction claire entre les régions rurales et les régions urbaines et que cette distinction n'est donc plus appropriée ni pertinente.

[13] Le STTP soutient que la structure actuelle des unités de négociation empêche les employés de composer avec les changements technologiques importants que la SCP est en train d'effectuer et qui transformeront tous les aspects du service postal. Plus particulièrement, il fait valoir que la mise en place d'un système de tri mécanique en fonction de l'ordre séquentiel de l'itinéraire causera des pertes d'emploi considérables dans tous les groupes d'employés de l'exploitation et modifiera de façon radicale les méthodes de travail des facteurs en réduisant le temps occupé à trier et à préparer le courrier pour la livraison et en augmentant le temps de livraison du courrier. Le STTP fait valoir que cette réorganisation du travail de livraison fera en sorte que les facteurs urbains utiliseront plus souvent des véhicules. Le STTP soutient que cette initiative et le projet de regroupement du traitement du courrier dans les villes centres causeront d'importantes pertes d'emploi dans l'unité de négociation de l'exploitation urbaine. Le STTP prétend que les changements technologiques que

la SCP est en train d'effectuer requièrent l'établissement d'une seule unité de négociation pour les activités urbaines, suburbaines et rurales.

[14] De plus, le STTP soutient que l'existence de trois unités de négociation distinctes empêche la mobilité de la main-d'œuvre et qu'elle nuit particulièrement aux employés des unités du service rural. Selon le STTP, cette incapacité de passer d'une unité de négociation à une autre a une incidence sur la capacité des parties à trouver des solutions équitables à des problèmes comme les pertes d'emploi attribuables aux changements technologiques.

[15] Le STTP soutient également que le fait que les deux unités de négociation du service rural n'ont pas été en mesure d'obtenir des conditions de travail équivalentes à celles de l'unité de négociation de l'exploitation urbaine démontre que ces unités ne sont pas habiles à négocier collectivement. Il souligne que la disparité salariale entre les facteurs urbains (le taux horaire commençant à 22,40 \$) et les facteurs ruraux et suburbains (le taux horaire se situant entre 13,42 \$ et 19,32 \$) et les dispositions relatives aux changements technologiques démontrent que les employés ruraux ont de moins bonnes conditions d'emploi que leurs homologues urbains. Le STTP soutient également que cette situation est attribuable à un déséquilibre du pouvoir de négociation, qui est en partie attribuable au fait que les employés ruraux et suburbains sont répartis dans des milliers de bureaux de poste partout au Canada. Il fait valoir que la fusion des unités de négociation du service rural avec l'unité de l'exploitation urbaine en une seule unité de négociation est la seule façon de s'assurer de l'équilibre du pouvoir de négociation avec l'employeur.

[16] Le STTP conclut que la structure actuelle des unités de négociation ne tient pas compte des principes communément utilisés pour déterminer une unité habile à négocier, et, plus particulièrement, du principe selon lequel les employés qui exécutent les mêmes tâches devraient faire partie de la même unité de négociation. Il soutient que l'existence de trois unités de négociation a rendu les négociations plus difficiles et rappelle que les changements technologiques à venir toucheront les travailleurs des postes en région rurale et suburbaine ainsi que les employés de l'exploitation urbaine, ce qui fait en sorte que la révision de la structure des unités de négociation est nécessaire pour permettre à tous ces employés de négocier ensemble.

B – La SCP

[17] La SCP conteste les allégations du STTP, fait valoir que les arguments du requérant sont fondamentalement viciés et soutient que la demande présentée en vertu de l'article 18.1 est mal fondée et qu'elle devrait être rejetée.

[18] La SCP affirme que les employés de l'unité représentée par l'ACMPA, de l'unité de l'exploitation urbaine et de celle des FFRS ne font pas le même travail et que leurs tâches et leurs conditions de travail sont fondamentalement différentes. Elle soutient que les membres de l'ACMPA travaillent dans des bureaux où il n'y a pas de commis des postes ou de facteurs et que le STTP était d'accord en 2003 qu'il devait y avoir une unité de négociation distincte pour les FFRS. Puisque les tâches et l'expérience de travail des membres des trois unités sont différentes, la SCP fait valoir qu'il est approprié pour eux de demeurer dans trois unités de négociation distinctes. La SCP soutient que les changements technologiques – ou la « transformation du service postal » (traduction) – qui seront mis en œuvre au cours des prochaines années devraient avoir peu de conséquences sur les unités de négociation de l'ACMPA ou des FFRS. La SCP soutient que les changements technologiques qu'elle effectue n'auront d'importantes répercussions que sur l'unité de l'exploitation urbaine, ce qui fait ressortir davantage le manque de communauté d'intérêts entre cette unité et les deux autres unités que le STTP cherche à faire fusionner avec celle-ci. La SCP fait valoir que, quoi qu'il en soit, les changements technologiques ne pourraient justifier une révision des unités de négociation à moins qu'ils éliminent la distinction entre les emplois et créent des problèmes de frontières syndicales, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

[19] De plus, la SCP affirme qu'il n'y a pas de problèmes liés aux relations du travail qui justifieraient la révision des unités de négociation. Elle soutient que les arguments concernant la composition des comités d'orientation en matière de santé et de sécurité au travail découlent principalement du refus de la part du STTP de collaborer avec d'autres agents négociateurs plutôt que de l'existence de problèmes dans la structure actuelle des unités de négociation. Selon la SCP, il n'y a aucune raison de modifier la décision prise par le Conseil en 1988 et rendue officielle en 1994 concernant l'habileté à négocier de l'unité de négociation de l'ACMPA. Cette décision a été rendue à la suite d'un examen exhaustif des activités de la SCP qui a duré près d'une décennie.

[20] De même, la SCP soutient qu'il n'y a aucune raison pour que le Conseil annule la décision qu'il a rendue en 2008, suivant laquelle il avait déterminé qu'une unité de négociation distincte pour les FFRS était habile à négocier. La SCP rappelle au Conseil que sa reconnaissance volontaire du STTP à titre d'agent négociateur des FFRS en 2003 comprenait une entente expresse selon laquelle une unité distincte des FFRS était habile à négocier et que ces employés ne devraient pas être inclus dans une unité de négociation avec d'autres employés de la SCP. La SCP soutient que le Conseil ne devrait pas tolérer un tel manquement flagrant de la part du STTP à l'entente conclue avec la SCP en 2003.

[21] La SCP avance qu'il n'y a pas de communauté d'intérêts entre les FFRS et les membres de l'unité de négociation de l'exploitation urbaine ni entre les membres de l'unité de l'ACMPA et les membres de l'unité de l'exploitation urbaine, et qu'il n'y a jamais eu de confusion concernant les limites des diverses unités de négociation. La SCP précise qu'au cours de la dernière décennie, ses relations du travail ont été fonctionnelles, plusieurs conventions collectives ayant été conclues sans interruption de travail. Il y a eu une amélioration de la satisfaction et de l'engagement des employés, comme le révèlent des sondages indépendants. Plus particulièrement, les membres de l'ACMPA démontrent des niveaux d'engagement considérablement plus élevés que les membres du STTP.

[22] La SCP soutient que ses relations du travail avec les unités visées par la présente demande ont été stables au cours des dernières années et que la fusion proposée par le STTP pourrait bien nuire à cette stabilité. La SCP souligne que depuis la présentation de la demande, elle a conclu une convention collective avec l'ACMPA, laquelle convention prévoyait le renvoi d'une question à un arbitre des différends. Les négociations de la convention collective des FFRS ont été renvoyées à un médiateur/arbitre pour décision définitive. La SCP reconnaît que les négociations avec le STTP pour l'unité de négociation de l'exploitation urbaine ont abouti à une impasse en 2011, qui a entraîné l'adoption par le Parlement d'une loi spéciale pour régler le différend et imposer l'arbitrage des propositions finales aux parties. La SCP avoue que les conditions de travail des employés des unités de négociation de l'exploitation urbaine et des FFRS représentées par le STTP sont très distinctes, et que les questions traitées dans le cadre des négociations sont donc différentes.

[23] La SCP soutient que le STTP tente d'utiliser de manière illégitime le processus de révision de la structure des unités de négociation pour obtenir des avantages tactiques dans les négociations collectives. Elle souligne que la jurisprudence du Conseil indique de façon constante que toute demande de révision présentée dans le but d'augmenter le pouvoir de négociation ne constitue pas un usage adéquat du processus de révision des unités de négociation. La SCP souligne que l'ACMPA a consenti à un programme d'invalidité de courte durée que le STTP a rejeté pour les unités de l'exploitation urbaine et des FFRS, et soutient que cette situation démontre que les employés de l'unité de l'ACMPA n'ont pas de communauté d'intérêts avec les membres des unités de négociation du STTP et qu'ils perdraient leurs voix s'ils étaient ajoutés à une unité de négociation représentée par ce dernier.

[24] La SCP affirme que, à titre de requérant, le STTP ne s'est pas acquitté de son fardeau de démontrer en fait et en droit que les unités de négociation actuelles ne sont plus habiles à négocier collectivement. Elle dit qu'effectivement, l'unité de négociation fusionnée que le STTP cherche à faire établir risque plutôt de mener à une détérioration des relations du travail entre les parties.

C – L'ACMPA

[25] L'ACMPA représente les employés qui travaillent dans les bureaux de poste ruraux depuis 1902. Elle représente actuellement quelque 11 500 employés des bureaux de poste ruraux et suburbains, dont environ 3 600 travaillent à temps plein et le reste à temps partiel ou sont nommés pour une période déterminée. L'ACMPA conteste la demande du STTP au motif, entre autres, qu'il n'y a aucune preuve qui démontre que les unités actuelles ne sont plus habiles à négocier collectivement.

[26] L'ACMPA fait valoir que lorsque le CCRT a confirmé l'habileté à négocier de son unité de négociation lors de la révision des unités de négociation qui a eu lieu de 1985 à 1994 (*SCP 675*), il a conclu qu'il y avait des différences réelles entre les besoins et les conditions des employés des bureaux de poste ruraux et ceux des employés des bureaux de poste de grands centres et de centres urbains. L'ACMPA soutient que les différences identifiées par le CCRT à ce moment-là existent toujours, malgré l'accréditation récente de l'unité de négociation des FFRS par le Conseil.

[27] L'ACMPA explique qu'il y a 3 450 bureaux au Canada dotés d'employés membres de l'ACMPA. Les FFRS travaillent à partir d'environ 1 400 de ces bureaux. Dans les bureaux dotés de membres de l'ACMPA, il n'y a aucune spécialisation; les membres du syndicat effectuent presque toutes les tâches (par exemple service au comptoir, tri du courrier, expédition du courrier, réexpédition, enquête sur les plaintes, ventes, entretien des biens). Dans les bureaux où se trouvent des FFRS, ces employés ne travaillent pas au comptoir, ne commandent pas de marchandises ou des fournitures de bureau et ne font pas de bilan journalier comme le font les employés de l'ACMPA. Dans les bureaux des centres urbains dotés de membres du STTP, la plupart des employés sont affectés à des tâches précises, comme livrer le courrier ou travailler au comptoir.

[28] L'ACMPA précise également qu'elle a depuis toujours adopté une approche différente de celle adoptée par le STTP en matière de négociation collective. La SCP et l'ACMPA ont volontairement mis en œuvre un processus d'arbitrage des propositions finales pour résoudre les différends qui ne peuvent être réglés au moyen de la négociation, puisque l'ACMPA a instauré une politique de renonciation à la grève. Compte tenu des différents facteurs en cause dans l'environnement de travail rural, la convention collective de l'ACMPA contient des conditions d'emploi qui sont considérablement différentes de celles applicables à l'unité de négociation de l'exploitation urbaine.

[29] Lorsque la SCP a volontairement reconnu le STTP à titre d'agent négociateur des FFRS en 2003, l'ACMPA a contesté le droit du STTP de représenter ces travailleurs. En 2005, les plaintes de l'ACMPA ont été réglées au moyen d'une entente reconnaissant l'habileté à négocier des unités de négociation composant la structure actuelle. L'ACMPA soutient que le STTP ne devrait pas être autorisé à répudier cette entente en cherchant à faire fusionner l'unité de négociation de l'ACMPA avec les deux unités qu'il représente.

[30] L'ACMPA prétend également que l'un des facteurs ayant motivé le CCRT à fusionner les unités représentées par l'Union des facteurs du Canada (UFC) et par le STTP en 1988 était que cette fusion améliorerait la capacité des parties à répondre aux besoins des travailleurs ayant une limitation fonctionnelle. L'ACMPA fait valoir qu'il ne s'agit plus d'une considération pertinente, puisque les parties comprennent et reconnaissent que l'existence de différentes conventions collectives ne peut

être invoquée à titre d'obstacle aux mesures d'adaptation en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

[31] L'ACMPA affirme que la structure organisationnelle utilisée dans la livraison postale rurale est considérablement différente de celle utilisée pour la livraison dans les centres urbains, et que ces différences se reflètent dans les conditions de travail de ses membres et dans les dispositions de leur convention collective. Elle souligne également que les changements mis en œuvre par la SCP depuis 1988 ont peut-être eu des répercussions sur les activités des bureaux de poste urbains, mais ils ont eu peu de conséquences pour les bureaux de poste ruraux. Plus particulièrement, les bureaux de poste ruraux ont été beaucoup moins touchés par les changements technologiques mis en œuvre par la SCP.

[32] L'ACMPA nie l'existence de problèmes de frontières syndicales entre elle et le STTP qui nuisent à l'application de la partie II du *Code* (Santé et sécurité au travail). En mars 2009, l'ACMPA et le STTP ont signé une entente établissant la procédure de nomination du représentant en matière de santé et de sécurité au travail dans les bureaux où les deux syndicats ont des membres.

[33] De plus, l'ACMPA fait valoir que les bureaux de poste ruraux sont souvent perçus comme étant au cœur de leur communauté. Cette distinction a mené à un moratoire national sur la fermeture des bureaux de poste ruraux, lequel est toujours en vigueur aujourd'hui. L'ACMPA soutient que ses membres perçoivent leurs liens avec la communauté locale différemment et connaissent souvent leurs clients par leur prénom. Ils se considèrent comme les ambassadeurs de la SCP au sein de leur communauté.

[34] L'ACMPA soutient que le STTP a une relation militante avec la SCP, comme le démontrent les nombreux griefs présentés chaque année et les nombreux arrêts de travail qu'il a initié en raison des différends avec l'employeur. En revanche, l'ACMPA a adopté et maintenu une attitude conciliatrice, que ses membres approuvent. Elle soutient qu'elle a été en mesure de négocier des conventions collectives, de présenter et de régler des griefs et de s'occuper des préoccupations des membres, et qu'il n'y a aucune preuve démontrant que l'unité de négociation qu'elle représente n'est plus habile à négocier collectivement.

D – L'AOPC

[35] Le 15 mars 2010, l'AOPC a obtenu la qualité d'intervenante dans le cadre de la présente demande. Elle ne prend pas position sur la question de savoir si le Conseil devrait procéder à une révision de la structure des unités de négociation, mais elle a fourni au Conseil des observations expliquant le rôle de ses membres au sein de la SCP. Les membres de l'AOPC effectuent certaines fonctions de supervision dans les grands centres urbains ainsi que dans le cadre des activités suburbaines et rurales de la SCP. Dans les centres suburbains et ruraux, les membres de l'ACMPA relèvent de chefs de zone locale représentés par l'AOPC. Selon l'AOPC, l'unité de négociation des employés superviseurs qu'elle représente est toujours habile à négocier collectivement, étant donné que ses membres ont une communauté d'intérêts distincte de celle des employés représentés par le STTP. Toutefois, l'AOPC soutient que le changement demandé par le STTP aurait une incidence sur la supervision des employés, ce qui pourrait ainsi faire en sorte qu'il serait indiqué d'inclure dans l'unité de l'AOPC les maîtres de poste (qui sont actuellement des membres de l'ACMPA) qui ont des fonctions de supervision.

E – L'AFPC

[36] L'AFPC a refusé l'invitation du Conseil à présenter ses observations concernant la présente demande, puisque l'unité de négociation proposée par le STTP n'avait pas trait au personnel administratif qu'elle représente à la SCP.

IV – Analyse et décision

[37] L'article 18.1 du *Code* se lit comme suit :

18.1(1) Sur demande de l'employeur ou d'un agent négociateur, le Conseil peut réviser la structure des unités de négociation **s'il est convaincu que les unités ne sont plus habiles à négocier collectivement.**

(2) **Dans le cas où,** en vertu du paragraphe (1) ou des articles 35 ou 45, **le Conseil révisé** la structure des unités de négociation :

a) il donne aux parties la possibilité de s'entendre, dans le délai qu'il juge raisonnable, sur la détermination des

unités de négociation et le règlement des questions liées à la révision;

b) il peut rendre les ordonnances qu'il juge indiquées pour mettre en œuvre l'entente.

(3) Si le Conseil est d'avis que l'entente conclue par les parties ne permet pas d'établir des unités habiles à négocier collectivement ou si certaines questions ne sont pas réglées avant l'expiration du délai qu'il juge raisonnable, il lui appartient de trancher toute question en suspens et de rendre les ordonnances qu'il estime indiquées dans les circonstances.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), le Conseil peut :

a) déterminer quel syndicat sera l'agent négociateur des employés de chacune des unités de négociation définies à l'issue de la révision;

b) modifier l'ordonnance d'accréditation ou la description d'une unité de négociation dans une convention collective;

c) si plusieurs conventions collectives s'appliquent aux employés d'une unité de négociation, déterminer laquelle reste en vigueur;

d) apporter les modifications qu'il estime nécessaires aux dispositions de la convention collective qui portent sur la date d'expiration ou les droits d'ancienneté ou à toute autre disposition de même nature;

e) si les conditions visées aux alinéas 89(1)a) à d) ont été remplies à l'égard de certains des employés d'une unité de négociation, décider quelles conditions de travail leur sont applicables jusqu'à ce que l'unité devienne régie par une convention collective ou jusqu'à ce que les conditions visées à ces alinéas soient remplies à l'égard de l'unité;

f) autoriser l'une des parties à une convention collective à donner à l'autre partie un avis de négociation collective.

(c'est nous qui soulignons)

[38] L'article 18.1 a été ajouté au *Code* en 1999 à la suite des recommandations formulées dans le rapport intitulé *Vers l'Équilibre : Code canadien du travail, Partie I, Révision*, Ottawa, Développement des ressources humaines Canada, 1995. Dans ce rapport, les auteurs déclarent :

Compte tenu des perturbations et des frais considérables qu'entraînent les révisions d'unités de négociation, le Conseil procède à un tel exercice lorsqu'il est convaincu par les parties directement concernées que les structures existantes posent de graves problèmes. Si tel n'est pas le cas, il n'existe aucune raison valable de s'ingérer dans le choix d'un agent négociateur.

(page 77)

[39] Le libellé de l'article 18.1 du *Code* indique clairement qu'une révision de la structure des unités de négociation n'est pas autorisée simplement parce qu'une partie ou l'autre en fait la demande. Avant que le Conseil effectue une révision exhaustive de la structure des unités de négociation, il

doit être convaincu que les unités de négociation existantes qui composent cette structure ne sont plus habiles à négocier collectivement. Il incombe dès lors au requérant de démontrer, de manière convaincante, pourquoi les unités de négociation composant la structure actuelle ne sont plus habiles à négocier (voir *Rogers Cablesystems Limited*, 2000 CCRI 51; et *Société Radio-Canada*, 2003 CCRI 253).

[40] La question préliminaire que le Conseil doit trancher dans le cadre d'une demande fondée sur l'article 18.1 du *Code* n'est pas de savoir s'il existe une structure nettement meilleure que celle qui existe, mais de savoir si les unités de négociation qui composent la structure actuelle ne sont plus habiles à négocier collectivement. Lorsqu'il se penche sur l'habileté à négocier des unités de négociation existantes, le Conseil examine leur historique et leur état actuel afin de déterminer l'efficacité de la structure actuelle des unités et la meilleure façon d'équilibrer les intérêts des employés, de leurs agents négociateurs et de l'employeur. De plus, au moment de la révision des unités de négociation, le Conseil n'est pas restreint par la manière dont le requérant propose de réviser la structure. Le but ultime du Conseil est d'assurer des négociations collectives efficaces et de contribuer au maintien de relations du travail harmonieuses. Le simple fait que deux unités sont représentées par le même agent négociateur n'est pas, en soi, une raison suffisante pour conclure que les unités de négociation actuelles ne sont plus habiles à négocier collectivement (voir *Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada*, 2009 CCRI 446).

A – Unité de négociation de l'exploitation urbaine

[41] Le groupe de l'exploitation urbaine constitue la plus importante unité de négociation à la SCP; elle est composée d'environ 42 000 employés. Le STTP en est l'agent négociateur accrédité depuis 1989. Les relations entre les parties ont été acrimonieuses à certains moments, bien que les parties aient la plupart du temps démontré leur habileté à négocier des conventions collectives sans recourir à la grève ou au lock-out. En 1997, les employés de cette unité de négociation ont été forcés de retourner au travail en raison d'une loi adoptée par le Parlement après un bref arrêt de travail. Cette loi prévoyait que les questions qui demeuraient en litige entre les parties devaient être réglées par voie de médiation/arbitrage exécutoire. Or, les parties ont été en mesure de conclure une entente négociée avant l'aboutissement du processus d'arbitrage des différends. Par la suite, le STTP et la

SCP ont été en mesure de s'entendre sur le renouvellement de la convention collective en 2003 et en 2007. Les négociations pour le renouvellement de la convention collective qui est venue à échéance le 31 janvier 2011 se sont soldées par un échec et, encore une fois, l'arrêt de travail qui s'est ensuivi a été réglé par l'intervention du Parlement en juin 2011. Le Conseil n'a aucune difficulté à conclure que la décision qu'il a prise en 1988 de créer cette unité était une décision éclairée, et qu'elle a été efficace sur le plan des relations du travail.

B – Unité de négociation des FFRS

[42] Le STTP a été reconnu volontairement par la SCP à titre d'agent négociateur des entrepreneurs de route rurale et de services suburbains en 2003. Quelque 7 400 entrepreneurs sont devenus des employés et les parties ont conclu une convention collective de huit ans établissant les conditions d'emploi. Cette convention vient à échéance le 31 décembre 2011. Les réouvertures en 2005 et en 2007 ont été réglées par la voie de la négociation directe. À la suite d'une demande présentée par le STTP, le Conseil a confirmé que cette unité était habile à négocier collectivement dans une ordonnance d'accréditation rendue le 21 octobre 2008.

[43] Suivant la présentation de la présente demande, les parties ont entamé des négociations en vue du renouvellement de la convention collective et ont convenu que toute question qu'elles n'étaient pas en mesure de régler au moyen du processus de négociation le serait par la voie du processus d'arbitrage exécutoire. Le Conseil a été informé qu'un médiateur/arbitre a été nommé pour aider les parties à conclure une nouvelle convention collective.

[44] Le Conseil souligne qu'en 2003, lorsque la SCP a volontairement reconnu le STTP à titre d'agent négociateur de cette unité, le STTP était d'accord qu'une unité de négociation composée uniquement des employées de route rurale et de services suburbains (maintenant appelés les FFRS) était habile à négocier collectivement et qu'« une unité de négociation regroupant les ERRSS (maintenant FFRS) et d'autres employées ou employés de Postes Canada ne serait pas appropriée aux fins de la négociation collective et donnerait lieu à de sérieux problèmes de relations de travail ». Comme l'a souligné le Conseil dans *Société canadienne des postes*, 2009 CCRI 438, il a l'entière discrétion de déterminer l'unité qu'il juge habile à négocier collectivement et n'est lié par aucune

entente entre les parties quant à la portée de l'unité de négociation. Néanmoins, le Conseil tient compte du fait que les parties avaient effectivement une entente concernant l'habileté à négocier de l'unité de négociation des FFRS que le STTP cherche maintenant à répudier. Malgré une entente expresse en 2003 selon laquelle il ne serait pas approprié de regrouper les FFRS avec d'autres employés de la SCP, le STTP affirme maintenant qu'il a seulement convenu de cela afin d'obtenir des droits de négociation collective pour les FFRS et qu'il n'a jamais été d'avis qu'une unité distincte était habile à négocier. Quoi qu'il en soit, le STTP s'est adressé au Conseil récemment, soit en 2008, en affirmant qu'une unité distincte pour les FFRS était habile à négocier collectivement.

[45] Bien que le STTP ait invoqué plusieurs arguments pour convaincre le Conseil de fusionner les deux unités de négociation qu'il représente, il n'a présenté aucune preuve démontrant que l'unité de négociation des FFRS, que le Conseil a jugé habile à négocier collectivement pas plus tard qu'en octobre 2008 à la demande du STTP, n'est plus habile à négocier collectivement. L'historique des négociations concernant cette unité révèle que les parties ont réussi à conclure des conventions collectives. En appliquant ses critères de base énoncés ci-dessus, le Conseil n'a pu trouver aucun motif convaincant lié aux relations du travail lui permettant de conclure que l'unité de négociation des FFRS n'est plus habile à négocier collectivement.

C – Unité de négociation de l'ACMPA

[46] Comme il a été dit précédemment, l'ACMPA existe depuis 1902 et l'habileté à négocier de son unité de négociation a été confirmée par le CCRT en 1988 dans *SCP 675*. Dans cette décision, le CCRT a déclaré ce qui suit :

... Nous avons conclu que la distinction entre les services urbain et rural est réelle et qu'elle doit être maintenue. Cela suppose que les employés actuellement représentés par l'ACMPA et travaillant dans les bureaux ruraux devraient continuer d'avoir un statut distinct et d'être représentés par l'ACMPA.

...

Il n'est pas injuste de dire que, compte tenu de tous les critères pertinents, les employés actuellement représentés par l'ACMPA (à une exception près, dont nous parlerons plus loin) se distinguent de ceux du reste de l'unité d'exploitation. Ces employés ont toujours abordé la négociation collective autrement que les membres de l'UFC ou du SPC. Leurs besoins et leurs désirs sont différents, en raison de conditions de travail dont les particularités sautent aux yeux dès qu'on analyse leur convention collective. Les membres de l'ACMPA ne travaillent pas aux côtés d'autres employés de la Société chargés de la manutention du courrier. Ils travaillent dans des bureaux où les seuls employés sont des membres de leur groupe, uniquement dans un environnement

rural où ils ont leurs racines locales et où ils jouent parfois un rôle important dans la collectivité qu'ils desservent. Même si leur travail est fondamentalement le même que celui qui se fait dans les autres « bureaux d'exploitation » où la Société emploie des membres de l'UFC et du SPC, les membres de l'ACMPA sont, dans la plupart des cas, des entités indépendantes. Compte tenu de nos objectifs déclarés, nous ne pouvions donc voir aucun avantage, pour les employés eux-mêmes ou pour la Société, à regrouper les membres de l'ACMPA au sein d'une plus grande unité de négociation d'exploitation.

(pages 94-95; et 157-158)

[47] Le STTP a peut-être raison de dire que, dans une grande mesure, le travail des employés des postes des régions urbaines et rurales est similaire (la levée, le tri et la livraison du courrier). Or, la preuve de la SCP et de l'ACMPA démontre que l'organisation de ce travail est différente dans les bureaux de poste ruraux : les membres de l'ACMPA effectuent un éventail plus large de tâches et ne se spécialisent pas dans la même mesure que les employés des postes des centres urbains. Le requérant n'a pas convaincu le Conseil que la distinction entre les services urbains et ruraux, que le Conseil a jugé importante en 1988, n'existe plus ou pourrait disparaître prochainement.

[48] Il n'y a jamais eu de conflit de travail entre la SCP et l'ACMPA ayant abouti à un arrêt de travail. Habituellement, leurs négociations sont réglées par la voie de la négociation directe, bien que la convention collective prévoit que tout différend doit être réglé au moyen du processus d'arbitrage des propositions finales. Le Conseil a été informé qu'au cours de la ronde de négociation actuelle, les parties ont soumis une question à l'arbitrage.

[49] Selon le Conseil, le requérant n'a pas démontré de façon convaincante que l'unité de négociation représentée par l'ACMPA n'est plus habile à négocier collectivement. L'historique des négociations concernant cette unité et la preuve présentée par la SCP et l'ACMPA démontrent que leurs relations du travail ont été et demeurent positives. De fait, elles semblent avoir établi et maintenu les relations du travail constructives qui sont encouragées par le *Code*. Les parties à ces relations contestent toutes les deux la présente demande et le Conseil hésite à toucher à une structure d'unités de négociation qui est de toute évidence efficace.

V – Conclusion

[50] Dans la présente affaire, le requérant n'a pas convaincu le Conseil que l'une ou l'autre des trois unités de négociation existantes qu'il cherche à faire fusionner n'est plus habile à négocier collectivement. Compte tenu de cette conclusion sur la question préliminaire en l'espèce, le Conseil refuse de procéder à la révision de la structure des unités de négociation demandée par le requérant. La demande est donc rejetée.

[51] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Elizabeth MacPherson
Présidente

Patrick J. Heinke
Membre

Norman Rivard
Membre